

Unité départementale des Yvelines
35, rue de Noailles Bâtiment B1
78000

VersaillesVersailles, le 17/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



PEUGEOT CITROEN POISSY SNC

45, Rue Jean Pierre Timbaud

78300 POISSY

Références : 65.3449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2022 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN POISSY SNC implanté 45, Rue Jean Pierre Timbaud 78300 POISSY. L'inspection a été annoncée le 20/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue sur le site de Poissy dans le cadre d'une réunion portant sur le projet ALTO.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STELLANTIS (ex PEUGEOT CITROEN POISSY SNC)
- 45, Rue Jean Pierre Timbaud 78300 POISSY
- Code AIOT dans GUN : 0006503449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non sévéro

La société Stellantis (fusion du groupe PSA et du groupe Fiat Chrysler Automobiles) exploite depuis 1940 une usine d'assemblage automobile sur la commune de POISSY.

Le site, qui s'étend sur environ 171 ha, est implanté en bordure de Seine, sur la commune de POISSY et proche des communes d'ACHERES et de CARRIERES SOUS POISSY. Il bénéficie d'un réseau d'infrastructures performant : départementales D30 et D190, réseau fluviale de la Seine, réseau ferré SNCF, desserte SNCF locale.

Le site de POISSY n'est implanté sur aucun périmètre de protection de captage pour l'alimentation en eau potable.

Le site est certifié ISO 14 001 depuis 2000 et ISO 9001 depuis 2004.

Les principales activités du site liées à la production sont celles d'une usine terminale de construction automobile, à savoir l'emboutissage, le ferrage, l'application des fonds (traitement de surfaces), l'application des laques (peinture), le montage et le contrôle qualité finale.

Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la réglementation ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- projet Alto ;
- travaux de réaménagement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Numéro du constat	Libellé du constat	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
1	L'exploitant a procédé à la modification de son installation sans en informer préalablement l'inspection. Conformément à l'article R181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance contenant l'ensemble des éléments permettant de statuer sur le caractère substantiel ou non de la modification apportée au site.	Cessation partielle d'activité	AP Complémentaire du 07/04/2009, article 1.5.1	/	Lettre de suite préfectorale
2	Les deux RIA situés au niveau des poteaux ZF21 et V40 dans le bâtiment B5 (à proximité de la zone palletier forte charge) ne disposent pas d'un macaron de contrôle.	Entretien des RIA	AP Complémentaire du 07/04/2009, article 8.5.1.5	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées sont liées aux travaux de modification en cours sur le site et liés au projet ALTO.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2009, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification, réaménagement, transfert
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'inspection a constaté que des travaux de démantèlement et réaménagement sont en cours dans le bâtiment B5. L'inspection a notamment constaté que : <ul style="list-style-type: none">- les 5 pompes associées aux 3 TAR de la zone ZJ12 ont été démantelées (local vide). Selon l'exploitant, les 3 TAR sont toujours en toiture mais ont été arrêté et sont en attente de démantèlement ;- l'atelier de charge ZJ16 est vide ;- les presses ont été retirées de la fosse à presse.
Constat n°1 : L'exploitant a procédé à la modification de son installation sans en informer préalablement l'inspection. Conformément à l'article R181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant doit transmettre un rapport à connaissance contenant l'ensemble des éléments permettant de statuer sur le caractère substantiel ou non de la modification apportée au site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Entretien des RIA

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2009, article 8.5.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse
Prescription contrôlée : Les installations sont équipées de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'inspection constate que les deux RIA situés au niveau des poteaux ZF21 et V40 (à proximité de la zone palletier forte charge) dans le bâtiment B5 ne disposent pas d'un macaron de contrôle. L'exploitant a indiqué maintenir les contrôles et entretien périodique des moyens de lutte et de prévention contre l'incendie du bâtiment B5 lors des travaux.
Constat 2 : Les deux RIA situés au niveau des poteaux ZF21 et V40 (à proximité de la zone palletier forte charge) dans le bâtiment B5 ne disposent pas d'un macaron de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale